



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LA VIOLENCE CAPITALISTE, PAS D'AUTRES SOLUTION QUE LA MOBILISATION



Philippe POUTOU – Ouvrier
Candidat Anticapitaliste 2017

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

28 FEVRIER 2017

Sans honte, ni remords

De Cahuzac à Fillon en passant par Lagarde ou Le Pen, tous ces donneurs de leçons – qui vantent l'austérité et la rigueur – s'engraissent à longueur d'année sur le dos des contribuables, comme l'ont montré les 900 000 euros d'argent public perçus par l'épouse et les enfants Fillon, pour des emplois qui restent à prouver.

Pour eux, la justice prend son temps, multiplie excuses et circonstances atténuantes, comme l'a démontré le jugement à l'encontre de Lagarde. Reconnue « coupable » d'avoir permis un détournement de fonds publics de 403 millions d'euros dans l'affaire Tapie, elle est malgré tout dispensée de peine.

Et tous ces représentants des riches, des nantis ont le culot, quand ils sont pris la main dans le pot de confiture, de crier au lynchage médiatique, à l'acharnement judiciaire.

Violence sociale

Ces dix dernières années, le nombre de pauvres en France – percevant moins de 1 000 euros par mois – a progressé de 1 million pour atteindre le chiffre de 6 millions. Mais les 10 % des français les plus riches possèdent 27 % de la masse globale des revenus... soit presque dix fois plus que les 10 % les plus pauvres. Et c'est sans parler des milliardaires et autres gros actionnaires du CAC40.

Résultats : 25 % de la population française déclare avoir renoncé à au moins un soin pour des raisons financières et en moyenne, à la naissance, un ouvrier a une espérance de vie de 76 ans contre 83 ans pour un cadre !

Violences policières

Pas étonnant que pour défendre ces privilèges et ces inégalités, tous les moyens soient bons.

Lors de la mobilisation contre la loi Travail, des centaines de manifestants ont subi matraquages, gazages et condamnations.

Et dans les quartiers populaires, c'est au quotidien et depuis des années que les violences policières viennent s'ajouter à la violence sociale. Les insupportables violences exercées contre Ali Ziri, Adama Traoré ou Théo ne sont donc pas des bavures et encore moins des accidents involontaires.

Les immigrés, les migrants sont poursuivis, expulsés, accusés de « prendre le pain » des Français

jusque par Mélenchon, qui propose de les convaincre de rester dans leurs pays plutôt que de leur garantir un accueil digne.

Et celles et ceux qui, comme à la frontière italienne, assument des obligations humanitaires en accueillant les hommes et des femmes en détresse fuyant guerre et misère, sont pourchassés et condamnés, faisant de la solidarité un délit.

De Fillon à Le Pen en passant par Macron : tous d'accord

D'un côté, le Parlement vient d'adopter en catimini un amendement sur la « prescription » qui va rendre encore plus difficiles les poursuites contre la délinquance en col blanc. Mais de l'autre Fillon, Le Pen et Macron se livrent à une surenchère répressive sans précédent : plus de prisons, plus de forces de l'ordre, abaissement de la majorité pénale à 16 ans.

Comme si l'état d'urgence mis en place par Hollande, Valls, Macron et Hamon n'avait pas déjà donné assez de moyens aux « forces de l'ordre » pour défendre les intérêts des patrons et des banquiers.

C'est dans la rue que ça se passera

Pour nous, ce n'est pas un changement de majorité électorale ou l'élection d'un président providentiel qui balayera cette société d'inégalités et de violences contre ceux qui ne vivent que de leur travail. La campagne présidentielle du NPA, de son candidat Philippe Poutou est l'occasion de défendre notre programme fait de justice sociale, écologiste, féministe, antiraciste. Et la conviction que ce programme, nous ne pourrons l'imposer que par nos luttes, nos mobilisations.

C'est pour cela que le NPA appelle à participer massivement à la « Marche Nationale pour la Justice et la Dignité » qui aura lieu le dimanche 19 Mars à Paris. Une manifestation contre les violences policières, mais aussi pour la libre circulation des migrants.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



FUSION PSA-OPEL : REFUSER LA CASSE SOCIALE

Le patron de Peugeot lorgne sur Opel, qui accumule les pertes en Europe. Un rachat d'Opel à General Motors devrait se faire à bon prix et, en bonne logique capitaliste, permettre de juteuses restructurations.

On sait ce que cela veut dire, tant pour les travailleurs d'Opel que de PSA : fermetures de sites, suppression massive d'emplois. Contre la casse sociale en perspective pour le seul bénéficiaire de la caste des actionnaires, une seule solution : rassembler les forces des salariés par delà les frontières, contre toute fermeture et toute suppression d'emploi.

N'oublions pas que Peugeot (comme Renault) a été sauvé du naufrage par les milliards de l'Etat en 2009 et que cela ne l'a pas empêché de fermer Aulnay. Ni d'imposer de gros sacrifices à ses salariés via l'accord « compétitivité » draconien de 2013. Ni de bénéficier encore de milliards de l'Etat en 2014.

Refuser que le mariage Peugeot-Opel se fasse sur le dos de leurs salariés, c'est le minimum. Même s'il faut pour cela réquisitionner le nouveau groupe sans rachat ni indemnité aucune aux actionnaires. Avec la construction d'une mobilisation à la hauteur de cet objectif.

VIOL ET VIOLENCE D'ETAT

Le viol de Théo, 22 ans, hospitalisé avec 60 jours d'ITT s'inscrit dans une longue suite d'actes commis par les policiers dans les quartiers populaires. Contrôles d'identité incessants et discriminatoires (les jeunes noirs et ceux d'origine maghrébine sont 20 fois plus contrôlés que le reste de la population), actes racistes ou homophobes ..., cette violence policière s'étend aussi aux réfugiés.

Pourchassés dans les villes, ils sont de plus en plus souvent victimes de brutalités policières gratuites comme le saccage de leurs maigres biens. L'état d'urgence supprime des droits et libertés mais accroît les pouvoirs d'une police... qui à 70% s'apprête à voter FN. L'élargissement de la légitime défense leur accorde un véritable permis de tuer. Ce gouvernement a besoin d'une police aux pouvoirs quasi illimités pour quadriller et réprimer les plus pauvres.

Le NPA appelle à la manifestation nationale à Paris le 19 mars contre les violences policières, pour la libre circulation des migrantEs et la dissolution de tous les corps spéciaux (BAC et brigades spécialisées).

TRUMP ET GHOSN CLIMATO-SCEPTIQUES

Les patrons de General Motors, Ford, Fiat Chrysler et des filiales américaines de Toyota, Nissan ou Volkswagen demandent à Donald Trump de revoir les normes d'économie de carburants. Selon eux, elles pourraient "mettre en péril des centaines de milliers, voire un million d'emplois".

Un deal pour les profits, contre la santé et l'environnement. Ghosn est partie prenante, au titre de Nissan, de ces demandes auprès de Trump. Avant d'exiger du prochain gouvernement français pareille remise en cause ?

DELINQUANCE FINANCIERE LE PARLEMENT AU SERVICE DES FRAUDEURS

Un comble. En pleine affaire Fillon, les députés ont voté le 16 février une loi de « Réforme de la prescription pénale » dont l'une des dispositions va faciliter la vie des fraudeurs. Jusqu'ici, le délai de prescription courait à partir du jour où l'infraction était « découverte ».

Ce sera maintenant à partir du jour où l'infraction a été « commise ». Et qui plus est, il ne pourra excéder 12 ans. Prenons l'affaire Fillon. Révélé en 2017, l'emploi par Fillon de sa femme comme attachée parlementaire entre 1998 et 2012 peut aujourd'hui faire l'objet d'une enquête sur l'ensemble de la période. Avec la nouvelle loi seulement sur la période 2005-2017, mais pas avant, il y aurait prescription.

Avec la nouvelle loi les délits financiers, abus de biens sociaux et autres affaires de corruption seront plus difficiles à poursuivre. Le monde des affaires ne pouvait espérer aussi beau cadeau.

LE MEDEF VEUT LA PEAU DES CHOMEURS

Février 2017 : dans le cadre de l'Unedic, patronat et syndicats sont censés renégocier les règles d'indemnisation des chômeurs et les financements nécessaires. En 2016 le patronat avait claqué la porte des négociations. Il refusait d'entendre parler de taxation des contrats courts exigée par les syndicats.

De nombreuses entreprises multiplient en effet les contrats courts sur le même poste au lieu d'embaucher en CDI. D'où un flux perpétuel de nouveaux chômeurs à indemniser : une des causes du déficit dénoncé par ailleurs. Mais taxer les contrats courts serait, selon lui, alourdir le coût du travail et empêcher la flexibilité nécessaire à la compétitivité.

C'est avec la même chanson qu'il revient à la table des discussions en ce mois de février. Pour le patronat, s'il y a déficit, c'est que le système est trop généreux pour les chômeurs. Réduire le montant et la durée de l'indemnisation est leur solution. Pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel boulot précaire et mal payé. Il faudra plus que des discussions dans des salons feutrés pour bousculer la donne.

SEXISME : NI AU TRAVAIL NI AILLEURS !

80 % des femmes subissent des comportements sexistes au travail, 25 % des agressions sexuelles et 10 viols par jour s'y déroulent. Un climat sexiste entretient la division entre hommes et femmes et prend le pas sur la division entre travailleurs/euses et patrons.

D'autant que les femmes occupent des métiers plus précaires, dans des secteurs sous pression, que leurs supérieurs sont généralement des hommes ... et qu'elles gagnent moins que les hommes (19% d'écart en moyenne selon l'INSEE). La loi évolue très lentement, les procédures en justice sont difficiles et la majorité des femmes victimes de violences perdent leur emploi soit par licenciement soit par démission.

Pour lutter contre les violences et le sexisme, la solution ne peut qu'être collective, à commencer par une solidarité des femmes entre elles. C'est une bataille de tous les lieux et de tous les instants. A réaffirmer aussi le 8 mars dans la rue.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63